

PRÉFET DES BOUCHES DU RHONE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Aix-en-Provence, le 12 mai 2020

Unité Départementale des Bouches-du-Rhône
Pôle carrières-matériaux
Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence
30, Rue Albert Einstein – CS 90448
13592 - AIX en PROVENCE Cedex 03

Tél. : 04.88.22.66.00
Fax : 04.88.22.66.09

La Directrice Régionale

à
Entreprise CIDALE
Carrière CIDALE
Zone Athélia IV
Chemin du Petit Roumagoua

13600 – LA CIOTAT

PM/CT- 28.04.2020
D/Aix/0176-2020 - ICPE
N° S3IC : 64.01369 - P3

Objet : Conclusion de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2020, dans la carrière CIDALE
Z.I. Athélia IV, chemin du petit Roumagoua à La Ciotat (13600)

Réf. : Vos courriels en réponse du 20 février 2020 et 28 avril 2020

P. J. : Six fiches d'écarts complétées et une fiche de remarques

Monsieur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection inopinée le 11 février 2020.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- présentation de votre activité, contexte économique, évolutions prévues et faits marquants, incident(s)/accident(s) éventuel(s) ;
- examen par sondages du respect de dispositions de votre autorisation d'exploiter délivrée par arrêté préfectoral du 1er août 2019 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;
- point sur la demande de porter à connaissance pour concassage/criblage rubrique 2515-1-b.

Suite à cette visite d'inspection, six écarts à la réglementation ainsi que quatre remarques vous ont été notifiés par l'inspecteur de l'environnement. Par courriels visés en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'Inspection suite à cette visite :

1. Écart(s) à la réglementation relevé(s) : (voir les fiches jointes)

Les écarts à la réglementation font l'objet d'engagement de mise en conformité de votre part.

Concernant l'écart n°2, je vous demande de faire parvenir à la préfecture des Bouches du Rhône l'acte de cautionnement relatif à l'arrêté préfectoral n°2019-174 C du 1er août 2019 sous 15 jours avec copie à l'Inspection des installations classées.

Concernant l'écart n°3, je vous demande de transmettre à l'Inspection des installations classées, sous 1 mois, le rapport annuel de suivi d'exploitation de l'année 2019.

Concernant les écarts n°1 et 4 à 6, les engagements seront vérifiés avant la fin de cette année, lors de la prochaine inspection inopinée (ce point sera ajouté à l'ordre du jour de l'inspection réalisée au titre du code du travail en carrière).

En outre, pour l'écart n°5, la validation par les pompiers du choix du dispositif de lutte incendie (bâche ou poteau) ainsi que la mise en œuvre doivent être effectives avant la période de chaleur estivale.

2. Remarque(s) particulière(s) relevée(s) :

Bien que les remarques aient fait l'objet de réponses satisfaisantes, l'Inspection des installations classées vous rappelle que le rapport annuel d'exploitation doit contenir l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 8.3.4 de votre arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-174 C (plan d'exploitation avec bornage, quantités extraites, bilan programme autosurveillance,...).

L'Inspection des installations classées retient, en ce qui concerne le porter à connaissance pour le concassage/criblage rubrique 2515-1-b, la confirmation que :

- la plage maximum de fonctionnement du concasseur crible sera de 3h à 4h, comprise dans les horaires de fonctionnement de la carrière, à savoir du lundi au jeudi de 8h à 12h et de 13h à 17h et le vendredi de 8h à 12h ;
- le concasseur/crible sera placé dans la partie sommitale, au sud de la carrière.

3. Plainte poussières et bruit :

Je vous rappelle qu'une plainte ainsi que l'instruction du dossier de porter à connaissance pour concassage/criblage rubrique 2515-1-b. sont toujours en cours d'examen par nos services, et que, par conséquent, **l'activité de concassage/criblage ne peut pas être réalisée**.

D'ores et déjà, sans préjuger de l'instruction de votre demande ou des suites de cette plainte, vous devez intégrer que les dispositions de lutte contre les émissions de poussières de votre APc 2019-174 C doivent faire l'objet d'un renforcement des prescriptions, (suivant les meilleures techniques disponibles), avec une augmentation de l'abattage des poussières de type arrosage ou brumisation.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,
L'adjointe au **Chef** de l'UD 13,